



## LES COOPERATIVES SCOLAIRES DU PREMIER DEGRÉ

### Textes de références

- Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901
- Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993
- Décret du 16 août 1901
- Décret du 29 décembre 1962
- Circulaire du 10 février 1948
- Circulaire du 27 janvier 1954
- Circulaire du 12 décembre 1962
- Statuts de l'O.C.C.E

### Principes

Le principe de coopération est fortement reconnu dans les textes.

De plus, le principe de vie coopérative a été reconnu d'utilité publique. A cet effet, une réglementation précise de la coopération a été établie; elle en détaille le fonctionnement administratif et financier: administration, assemblée, ressources et dépenses, comptes rendus financier et moral annuels.

A contrario, il est interdit de tenir des caisses occultes dans les établissements scolaires.

### Application

Les coopératives scolaires sont des sociétés d'élèves gérées par eux, sous l'autorité des maîtres; ses missions principales sont: embellissement de l'école, amélioration des conditions de travail, activités culturelles et artistiques, fêtes, développement des oeuvres scolaires et péri-scolaires d'entraide et de solidarité.

Au point de vue juridique, elles sont légalement habilitées en tant que personnes morales ayant capacité à gérer des fonds privés à usage public, à percevoir des cotisations, à recevoir des dons et subventions, à acquérir des biens, mais uniquement les coopératives scolaires affiliées à l'O.C.C.E. et fonctionnant comme sections locales.

Les mouvements de fonds appartenant à la coopérative ne peuvent s'effectuer qu'au moyen d'un compte ouvert par l'intermédiaire de l'association départementale de l'O.C.C.E. Un compte au nom des maîtres est strictement interdit.

En outre, les risques éventuels liés aux activités de la coopérative scolaire sont couverts par une assurance à souscrire par la coopérative.

Le recours à la coopérative pour organiser des fêtes est parfaitement légal.

### Eléments de réflexion

Les familles et le conseil d'école ont un droit moral à être informés sur les activités auxquelles participent leurs enfants, sur les concours qu'ils apportent (cotisations, participation aux activités communes d'éducation, journal, actions de solidarité, expositions, fêtes, intervenants extérieurs, enquêtes...) sur la gestion de la coopérative en conformité avec les statuts et règlements. En ce qui concerne l'utilisation des locaux scolaires, la règle des conventions entre les parties s'impose: école, commune, association...